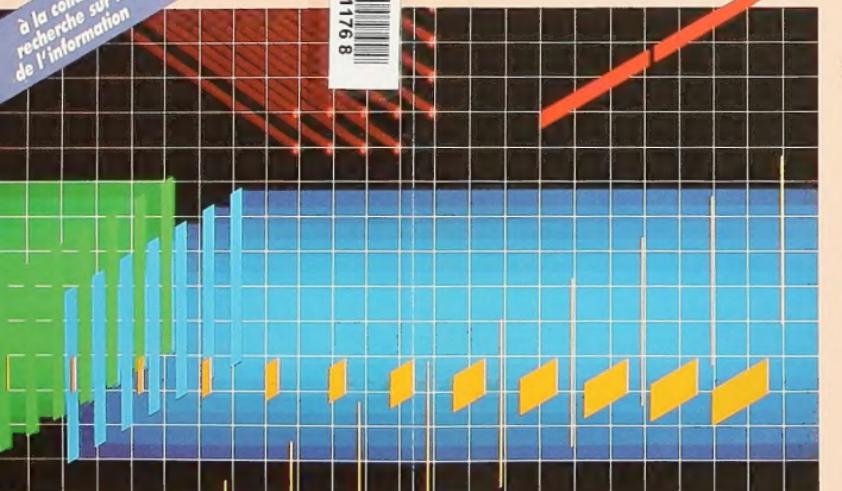


FONDS D'AIDE

à la collaboration internationale pour la recherche sur les nouvelles technologies de l'information

3 1761 11551176 8



Le gouvernement du Canada a créé ce Fonds dans le but de favoriser le transfert au Canada de technologies de l'information conçues à l'étranger, et d'inciter les entreprises canadiennes à les exploiter pour produire des biens et services concurrentiels à l'échelle internationale. Le ministère fédéral des Communications s'est vu confier la responsabilité de ce Fonds.

Admissibilité

Toute entreprise privée dans laquelle les intérêts canadiens sont prépondérants et tout organisme formé en majorité de membres canadiens ou de résidents canadiens permanents, sont admissibles à ce Fonds.

Activités visées

Toute activité visant à permettre au Canada de bénéficier des compétences et des connaissances scientifiques et techniques étrangères dans le domaine du stockage, du traitement, de la transmission ou de la présentation d'informations.

Critères de sélection

Les projets seront évalués en fonction des critères suivants :

- les objectifs de la politique canadienne en matière de collaboration scientifique avec l'étranger;
- l'intérêt exceptionnel des connaissances et des compétences dont l'activité proposée favorisera l'acquisition;
- les possibilités concrètes que ces acquisitions débouchent sur la création d'innovations technologiques et permettent aux entreprises canadiennes de produire de nouveaux biens et services;
- les répercussions de ces nouveaux produits sur la compétitivité des entreprises canadiennes œuvrant dans le secteur des technologies de l'information.

Frais admissibles

Le Fonds d'aide pourra permettre d'embaucher des personnes ressources et d'assumer leurs frais de déménagement, de déplacement et de séjour ainsi que les frais d'achat ou de location de biens et services nécessaires au déroulement des projets.

Exemples d'activités

- Mise sur pied de services de collecte, d'analyse et de diffusion d'informations sur les innovations technologiques étrangères présentant un intérêt pour le Canada.

- Affectation de scientifiques canadiens dans des centres étrangers de recherche ou d'étude-développement et ce, pendant une période suffisamment longue pour leur permettre d'acquérir une expérience ou un savoir-faire dont le Canada et l'industrie canadienne pourraient bénéficier.

- Accueil de scientifiques étrangers dans des centres canadiens de recherche et d'étude-développement et ce, pendant une période de temps suffisamment longue pour permettre aux Canadiens de tirer profit de leur savoir-faire.

- Élaboration de projets de recherche conjoints et à frais partagés par des centres canadiens et étrangers œuvrant à la mise au point de technologies intéressant le Canada.

- Mise sur pied de projets de collaboration internationale qui permettraient d'adapter des technologies canadiennes aux besoins et aux réalités de certains pays en vue d'aider l'industrie canadienne à conquérir de nouveaux marchés.

Participation financière

Les requérants devront d'abord s'engager à participer financièrement au projet. En règle générale, les frais seront partagés également entre ceux-ci et le ministère des Communications. Cependant, dans le cas où un requérant présenterait un projet de haut intérêt sans disposer des ressources lui permettant d'en assumer la moitié des coûts, la contribution du Fonds pourrait être plus importante, sans toutefois dépasser 200 000 \$.

Formes d'aide

L'aide financière sera accordée sous forme de contributions, de contrats de services ou d'autorisations à dépenser. Les contributions et les contrats de services seront accordés aux organismes qui sont admissibles en vertu des directives pertinentes du Conseil du Trésor, soit les entreprises privées, associations, universités, ministères et organismes provinciaux et certains organismes fédéraux. Les modalités de l'aide seront déterminées cas par cas.

Les ministères et autres organismes fédéraux non admissibles aux contributions et aux contrats de services pourront bénéficier d'autorisations à dépenser. Le Fonds dispose en outre d'un budget d'années-travail permettant de compenser les ministères et organismes qui consentiront à affecter leurs experts à des activités de collaboration internationale.

Dans le cadre de ces activités, les organismes publics et les sociétés sans but lucratif seront grandement encouragés à transférer aux organismes du secteur privé canadien le savoir-faire acquis grâce à l'aide du ministère des Communications.

Présentation des projets

Toute proposition doit comporter les éléments suivants :

- Titre ou objet du projet.
- Description du projet.
- Nom, titre et numéro de téléphone du représentant autorisé.
- Type d'organisme (ministère fédéral ou provincial, société d'État, entreprise privée ou organisme public canadien).
- Chiffre d'affaires ou budget de fonctionnement de l'organisme, selon le cas.
- Dépenses totales prévues.
- Montant demandé.
- Objectifs : décrire le but du projet et les résultats escomptés en expliquant dans quelle mesure ils répondent aux critères de sélection du Fonds.
- Plan de gestion et d'organisation : décrire les mécanismes d'administration. Fournir un organigramme de l'équipe responsable ainsi que le curriculum vitae de chacun de ses membres.
- Plan de travail : fournir un échéancier du projet (étapes et tâches). Indiquer la répartition des fonds, du personnel, des installations, du matériel et du temps nécessaires à la réalisation de chaque étape.
- Budget : donner le détail du budget, y compris les sources et montants de financement, et décrire les dépenses prévues.
- Plan de contrôle et d'évaluation : indiquer, avec un résumé des résultats escomptés, le processus d'évaluation du projet.
- Le représentant autorisé devra signer la déclaration suivante : Je, soussigné, représentant dûment autorisé de l'organisme requérant, dépose la présente demande de financement auprès du ministre des Communications, déclare connaître les critères d'admissibilité au Fonds d'aide à la collaboration internationale pour la recherche sur les nouvelles technologies de l'information et avoir formulé ma demande de façon à répondre à ces critères.